

# Libre-échange avec l'UE: le Québec doit s'ouvrir

Publié le 25 janvier 2012 à 15h14 | Mis à jour le 25 janvier 2012 à 15h14



COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET  
DU TRAVAIL

Déposé le 2012-04-24

No. : CET-154

Secrétaire [Signature]

Photo: Robert Skinner, La Presse

Jean Charest, premier ministre du Québec.

Un éventuel libre-échange avec l'Union européenne (UE) pourrait toucher les sociétés d'État et les municipalités québécoises, mais pas Hydro-Québec, a indiqué mercredi Jean Charest.

Le premier ministre réagissait ainsi à la sortie du Réseau québécois sur l'intégration continentale, qui a obtenu des documents détaillant les positions que défendent le Québec et le Canada à la table des négociations face à l'Europe.

Mais quoi qu'il arrive, l'UE devra consentir à la réciprocité, a insisté M. Charest en entrevue avec La Presse Canadienne à Davos, en Suisse, où il participe à la réunion annuelle du Forum économique mondial.

Pour prospérer, le Québec n'a d'autre choix que d'ouvrir ses marchés, a fait valoir le premier ministre, en soulignant que l'UE compte 500 millions d'habitants. Selon lui, le Canada et le Québec sont sortis «grands gagnants» de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Jean Charest a assuré qu'il n'était pas plus difficile pour lui de défendre ce projet malgré la tourmente économique dans laquelle est plongée l'Europe depuis plusieurs mois.

Il a par ailleurs reconnu que des divergences subsistaient encore à propos de la protection de la diversité culturelle dans le traité. L'UE et le Canada s'entendent sur le principe, mais pas sur la manière de le traduire dans le texte.

Partager

Recommander

7

Tweeter

5

2